



LETTRE

De M. de Montmorin, à M. le Président
de l'Assemblée Nationale.

C25c

folio

Enc

27019

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

QUOIQUE j'aye donné à Messieurs les Commissaires de l'Assemblée Nationale tous les éclaircissements qu'ils m'ont fait l'honneur de me demander, & quelle que soit ma confiance dans le rapport qu'ils en feront à l'Assemblée, j'attache trop d'intérêt à son opinion pour ne pas lui donner moi-même les explications qu'elle a paru désirer.

La demande qu'a faite au Roi M. le Comte de Mercy, au nom du Souverain qu'il représente, du passage de quelques Troupes sur le territoire de France, est conforme aux usages constamment suivis entre les deux Puissances, & naturelle entre deux Pays voisins dont les possessions sont entremêlées.

2
elle est fondée sur le Droit public, & nous sommes nous-mêmes dans le cas de requérir le passage pour nos Troupes sur le territoire Belgique, toutes les fois que nous changeons quelques-unes de nos Garnisons, nommément celles de Philippeville & de Mariembourg. Un refus auroit été non-seulement contraire aux formes les plus simples qui s'observent entre Puissances voisines, mais nous auroit exposés au même procédé en pareille occasion.

J'observerai de plus que la demande de M. le Comte de Mercy étoit de pure prévoyance ; qu'il n'a encore passé aucunes Troupes sur notre territoire ; que très-vraisemblablement il n'en passera pas, & que dans tous les cas il ne pouvoit être question que d'un petit nombre de gens de guerre.

En priant le Ministre de la Guerre de prendre les ordres du Roi sur cet objet, j'ai donc rempli une simple formalité d'usage & même de devoir pour le Ministre des Affaires Étrangères, lorsqu'il en est requis par un Ambassadeur étranger ; & ni M. de la Tour-du-Pin, ni moi, n'avons dû penser que le passage incertain d'un petit nombre de Gens de guerre sur quelques points des extrémités de nos frontières, pût, sous aucun rapport, être assimilé à une introduction de Troupes étrangères.

M. de la Tour-du-Pin a informé l'Assemblée du nombre de Troupes qui garnissent nos frontières dans cette partie ; il n'y en a jamais eu autant en temps de paix, puisqu'il s'élève à 84 Bataillons & 74 Escadrons depuis Bine jusqu'à Dunkerque, & à 35 Bataillons & 30 Escadrons depuis

Landau jusqu'aux extrémités de la Franche-Comté. Ce nombre de Troupes n'a éprouvé de diminution que celle de deux Régimens qu'on emploie momentanément du côté de Lyon.

J'ai donné connoissance à Messieurs les Commissaires, des différentes notions qui me sont parvenues sur ce qui se passe dans les autres pays qui nous avoisinent ; j'avois déjà communiqué avec plus de détail les mêmes notions à quelques-uns des membres du Comité des recherches de l'Assemblée Nationale, qui, je n'en doute pas, rendront témoignage à l'empressement avec lequel je leur ai donné tous les éclaircissmens qu'ils pouvoient attendre de moi ; & avec lequel j'ai même prévenu leur desir.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Paris, ce 28 Juillet 1790.

Votre très-humble & très-
obéissant serviteur,

Signé MONTMORIN.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE. 1790.

Le Roy a esté informé par son Conseil d'Etat, que les
 Comptes de la Chambre des Comptes, pour l'année
 1730, n'ont pas esté présentés au Roy, comme il
 estoit ordonné par son Edit du 15 Mars 1729.
 Le Roy a esté informé par son Conseil d'Etat, que
 les Comptes de la Chambre des Comptes, pour l'année
 1730, n'ont pas esté présentés au Roy, comme il
 estoit ordonné par son Edit du 15 Mars 1729.
 Le Roy a esté informé par son Conseil d'Etat, que
 les Comptes de la Chambre des Comptes, pour l'année
 1730, n'ont pas esté présentés au Roy, comme il
 estoit ordonné par son Edit du 15 Mars 1729.

Le Roy a esté informé par son Conseil d'Etat, que

Le Roy a esté informé par son Conseil d'Etat, que

Le Roy a esté informé par son Conseil d'Etat, que
 Le Roy a esté informé par son Conseil d'Etat, que
 Le Roy a esté informé par son Conseil d'Etat, que